

REPUBLIQUE DU NIGER



FRATERNITE – TRAVAIL – PROGRES

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT DE LA SALUBRITE URBAINE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

ALLOCUTION DE SEM ALMOUSTAPHA GARBA

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT DE LA SALUBRITE URBAINE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

**A l'occasion de la 25^{ème} Conférence des Parties à la Convention
Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques COP25**

Madrid, Espagne 02-13 DECEMBRE 2019

Niamey, le 23 Novembre 2019

- **Madame la Présidente de la COP 25 sur le Climat,**
- **Mesdames et Messieurs les Ministres et Chefs de Délégations,**
- **Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,**
- **Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations et Agences Internationales,**
- **Madame la Secrétaire Exécutive de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques,**
- **Mesdames et Messieurs.**

Initialement prévue au Brésil, puis transférée au Chili, c'est finalement à Madrid en Espagne que se tient la 25 Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

La spontanéité avec laquelle le gouvernement et le peuple espagnols ont accepté d'accueillir cet évènement, à seulement quelques semaines de sa tenue, mérite d'être souligné et salué; et ce d'autant plus que, les défis logistique et organisationnel à relever sont énormes. C'est donc une preuve supplémentaire que les enjeux climatiques ne sauraient s'offrir de délais et que l'on peut compter sur la solidarité internationale pour y faire face !

Mesdames et Messieurs

Je voudrais donc féliciter à la fois la Présidente de notre Conférence pour son élection à cet auditorium et remercier les Autorités et le peuple Espagnols pour leur engagement ainsi que pour l'accueil chaleureux et toute l'attention réservés aux différents délégués à cette importante rencontre.

Cette conférence est d'autant plus importante, qu'elle se tient au lendemain d'un Sommet spécial sur l'action climatique organisé par le Secrétaire Général des Nations Unies en septembre dernier à New York, à l'effet de préparer le relèvement des engagements climatiques des pays parties à l'horizon 2020; année charnière, j'allais dire celle de vérité, qui devrait permettre à la Communauté internationale de savoir sur quelle trajectoire de réchauffement elle se situe.

Mesdames et Messieurs

Comme vous le savez, les changements climatiques constituent de nos jours le plus grand défi auquel fait face l'humanité et auquel seront sans aucun doute confrontées les générations futures, si la tendance actuelle au réchauffement se maintient.

La Région du Sahel en particulier, du fait de son extrême vulnérabilité, vit avec plus d'acuité les effets des changements climatiques qui fragilisent à la fois les conditions de vie des populations ainsi que des écosystèmes, dans cette partie géographique du monde, où la population est majoritairement rurale, avec une part prépondérante de jeunes et de femmes.

C'est à juste titre que l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris sur le Climat, a entre autres généré, une initiative phare en Afrique adoptée lors du Sommet Africain de l'Action en faveur d'une co-émergence continentale tenu en marge de la COP 22 à Marrakech, au Maroc en novembre 2016.

Aussi, faudrait-il le rappeler; ce Sommet a consacré la création des trois commissions climat pour l'Afrique, dont celle de la Région du Sahel qui regroupe dix-sept (17) pays et présidée par **Son Excellence Monsieur Issoufou MAHAMADOU, Président de la République du Niger, Chef de l'Etat.**

Pour son opérationnalisation, cette Commission s'est dotée d'un Plan d'Investissement Climatique pour la Région du Sahel (PIC-RS 2018-2030), d'un coût global d'environ 400 milliards de dollars US., avec comme objectif global, de contribuer à l'effort planétaire d'atténuation des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) et d'accroître les capacités d'adaptation et de résilience des populations Sahéliennes.

De même, pour répondre aux besoins urgents de financements et catalyser les investissements climatiques dans la Région, un Programme Régional Prioritaire (PRP 2018-2020), d'un coût de 1,32 milliard de dollars US, a été élaboré et soumis à nos partenaires techniques et financiers lors de la table ronde organisée en février dernier à Niamey. Il y a lieu de se

féliciter une fois encore, des annonces importantes de financements de nos partenaires enregistrées à cette occasion ; et qu'il faudrait à présent impérativement matérialiser afin de passer à l'action.

C'est dans cette perspective qu'un Cadre Transitoire Opérationnel de la Commission a été créée, en vue notamment de suivre la concrétisation de ces annonces, conduire la préparation des projets issus du Programme Prioritaire pour Catalyser les Investissements Climat au Sahel (PPCI 2020-2025), et de contribuer à la poursuite du plaidoyer pour le financement du PIC-RS global.

Mesdames et Messieurs

Un lien de cause à effet est plus que jamais établi entre les changements climatiques, la sécurité et le développement dans la région du Sahel.

En guise d'illustration des effets du changement climatique au Niger, je voudrais souligner que sur les 50 dernières années, notre pays a enregistré en moyenne, des déficits céréaliers, une année sur deux. Même en année normale, une proportion importante des ménages ne couvre ses besoins alimentaires que pendant trois mois.

Et récemment encore, les inondations liées aux crues exceptionnelles du fleuve Niger et de la rivière Komadougou Yobé ont sinistré et privé plus de 10.000 ménages de leurs moyens d'existence durable; tandis que paradoxalement dans le nord du pays, ce sont des parcours pastoraux entiers qui sont dépourvus de pâturage à cause des sécheresses, exposant plus de 60.000 ménages à des difficultés alimentaires et économiques.

A ces chocs naturels, s'ajoutent aussi plusieurs milliers des réfugiés suite aux attaques de divers groupes terroristes opérant dans la sous-région.

Face à ces tristes réalités, le gouvernement du Niger s'est attelé à la mise en œuvre de politiques, stratégies et programmes de développement économique et social cohérents, notamment : la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive Niger-2035, le Plan de Développement Economique et Social (2017-2021), et la Contribution Déterminée au niveau National (CDN,2016-2030).

En particulier, l'Initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens » de **Son Excellence ISSOUFOU MAHAMADOU, Président de la République**, devrait à terme mettre « durablement les populations Nigériennes à l'abri de la faim et de la malnutrition et leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à l'amélioration de leurs revenus ».

Du reste, en attendant le lancement du Plan de soutien aux victimes des inondations, le gouvernement du Niger met en œuvre un vaste Plan intérimaire pour apporter des secours aux populations sinistrées, tout en les aidant à reconstituer les bases de leur capital productif.

Par ailleurs, notre pays s'attèle à relever ses engagements climatiques à travers la révision de sa Contribution Déterminée au niveau national avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers en l'occurrence la Banque mondiale et le NDC Partnership.

Avec l'appui de ses partenaires, l'Etat veille également à une plus grande intégration de l'adaptation et de l'atténuation des changements climatiques dans nos politiques, stratégies, plans et programmes sectoriels ; et dans ceux de développement macro-économique et sociale.

Mesdames et Messieurs,

Certes, juguler les effets des changements climatiques nécessite une volonté politique, mais au-delà, elle nécessite aussi et surtout un engagement total des pays, en particulier ceux développés, à honorer leur engagement pour le financement des mesures d'adaptation ; et le relèvement de leurs ambitions en matière de réduction des émissions polluantes.

En effet, selon le rapport sur l'état du déficit des Contributions Déterminées au niveau National en Afrique, établi en 2018 par la Plateforme africaine pour les CDN, le continent nécessitera plus de 3.000 milliards de dollars US, pour honorer les engagements pris au titre de ces Contributions. Or, le continent Africain qui contribue le moins aux émissions globales de gaz à effet de serre, vit un grave déficit de financement pour faire face au changement climatique, en particulier pour

l'adaptation, indique la même source.

C'est pourquoi, la définition de mécanismes clairs et performants pour le financement des politiques climatiques, le transfert de technologie et la transparence de l'appui, doivent constituer à nos yeux des préoccupations majeures pour notre conférence.

Pour terminer, je voudrais au nom de la Commission Climat pour la Région du Sahel, inviter chaque Pays partie à la Convention à jouer pleinement sa partition dans ses rôles et responsabilités, afin de réussir ensemble le combat climatique. Le chemin qui reste à parcourir est encore très long ; et les conséquences de l'inaction climatique encore plus désastreuses pour les générations actuelles et futures.

Je nourris l'espoir que notre conférence, permettra enfin d'obtenir, des réponses claires et durables sur une meilleure coordination et une meilleure mobilisation du financement pour une action climatique ambitieuse et plus conforme aux exigences de la survie de l'humanité.

Vive la Coopération internationale !

Merci de votre aimable attention !